

Document

Un remake de 1976, année noire, hante le Royaume-Uni (18.04)

Le Monde - 17.04

L'année 1976 est restée à jamais dans les annales noires du Royaume-Uni. Après la plus terrible canicule de l'après-guerre, l'altière Britannia casquée, le trident de Neptune dans une main, le bouclier dans l'autre, avait dû mendier l'aide du Fonds monétaire international (FMI).

Pour sauver du naufrage la livre sterling, dernier bastion impérial, le gouvernement travailliste de James Callaghan avait demandé au FMI de lui avancer la totalité du prêt auquel le royaume avait droit. Cette requête avait été perçue, à l'époque, comme l'ultime espoir de demeurer une grande puissance.

A la City, le premier prêteur sur gages depuis un siècle

"Un prêt du FMI ne peut que faciliter la vie des Britanniques" : à écouter Simon Johnson, ancien économiste de l'organisme financier international, la situation économique actuelle du pays est comparable à celle prévalant il y a trente-trois ans. Aujourd'hui, la combinaison d'un déficit budgétaire colossal et d'une crise bancaire sans précédent pourrait rendre la situation de la livre, déjà en chute libre, rapidement intenable.

Comme en 1976, les capitaux étrangers pourraient désertir une monnaie symbole d'une nation en faillite virtuelle, estime le Cassandre qui bénéficie du soutien du financier Georges Soros. Le spéculateur responsable de la sortie de la livre du système monétaire européen, en 1992, affirme que la non participation à la zone euro accentue la vulnérabilité de la devise britannique.

Tous les clignotants des comptes publics sont au rouge. La nationalisation de plusieurs banques, la chute des recettes fiscales et le gonflement des indemnités de chômage dus à la récession ont creusé un déficit budgétaire atteignant 11 % du produit intérieur brut (PIB) cette année.

Les besoins d'emprunt de l'Etat devraient s'élever à 175 milliards de livres (198,2 milliards d'euros) par an d'ici à 2011, soit le manque à gagner le plus élevé depuis 1945. La dette publique dépasse 80 % du PIB. Comme l'atteste le récent échec partiel de la vente de bons du Trésor, le déficit record outre-Manche inquiète les investisseurs, en particulier étrangers.

En 1976, en échange de son assistance, le FMI avait exigé du Royaume-Uni un train d'économies draconiennes. La réduction des dépenses publiques avait fait exploser le chômage et le mécontentement social. Comme l'atteste sa lourde défaite lors des élections de 1979, l'opinion n'avait pas pardonné au Labour cette humiliation d'une nation jadis glorieuse soudain ramenée au rang d'Etat bananier.

Le chancelier de l'Echiquier, Alistair Darling, compte sur le budget de rigueur qu'il doit présenter le 22 avril, pour ne pas avoir à tendre la sèbile.